

# Tarifs des bus arlésiens : les augmentations de la discorde

**TRANSPORTS** Depuis un an, les tarifs des titres ont augmenté sur l'ensemble du réseau urbain Transdev. Mais les syndicats dénoncent un service dégradé, alors que l'opposition demande la gratuité des bus.

Quand ils tournent la tête vers leurs voisins héraultais, les Arlésiens ont de quoi être quelque peu envieux. Depuis décembre 2023, la métropole de Montpellier a mis en place la gratuité des transports en commun sur l'ensemble de ses communes. Une mesure dont bénéficient 500 000 habitants. Dans le même temps, sur le réseau Enviva de la ville d'Arles, les tarifs ont en revanche augmenté. Au début de l'année 2024, l'achat du ticket à l'unité auprès du conducteur est passé de 1 € à 1,20 €, et le pass journée de 3 € à 3,50 €. À la rentrée de septembre dernier, les abonnements scolaires sont eux passés de 50 € à 80 € à l'année. "Le tarif a légèrement augmenté c'est vrai, reconnaît Marie-Amélie Ferrand-Cocchia, vice-présidente en charge des mobilités et des déplacements à ACCM. Mais ça ne représente que 8 € supplémentaires par mois, alors qu'un seul enfant coûte en moyenne 1 400 euros à la collectivité à l'année." L'élue municipale et communautaire défend une augmentation qui a permis de maintenir une "offre régulière" dans la *Dorsotto* des "grands quartiers de la ville".

## L'abonnement scolaire annuel, revu à la hausse de 30 euros

Du côté des syndicats CFTD et CGT, en grève le 13 novembre dernier pour demander l'amélioration des conditions de travail des chauffeurs (voir ci-dessous), la pilule a du mal à passer. "L'ancien tarif était plus raisonnable. Aujourd'hui la réalité du terrain, c'est beaucoup de retards et des véhicules vétustes, résume Rabah Boukabouss, représentant CFTD sur le réseau Enviva. Augmenter le tarif pour ça, ce n'est pas normal... Depuis un an, les clients estiment que le service est dégradé. Quand en plus des courses ne sont pas assurées à cause du manque de chauffeurs, tout ça leur pose



Depuis le début de l'année 2024, les tickets à l'unité, les pass journée, et les abonnements scolaires ont été augmentés. / PHOTO VALÉRIE FARINE

problème" Sur les 12 derniers mois, le taux d'absentéisme des conducteurs relevé par Transdev est en moyenne au-dessus des 20%. L'augmentation des tarifs, sur un réseau où les couacs se multiplient, tend les rapports entre conducteurs et passagers. "C'est ce mauvais service qui provoque les agressions verbales dont sont victimes les chauffeurs, regrette Samir Bentayeb, délégué syndical CGT. Les gens ne sont pas en colère pour rien. Normalement quand on paye plus cher, c'est pour une meilleure qualité de service." Le chef de file du Parti des Arlésiens Nicolas Koukas regrette, lui, "une grosse augmentation toujours dure à encaisser dans un contexte économique et social compliqué". Il vise notamment l'abonnement scolaire annuel, revu à la hausse de 30 €.

"L'ancien tarif était plus raisonnable. Aujourd'hui la réalité du terrain, c'est beaucoup de retards et des véhicules vétustes."

RABAH BOUKABOUSS, DÉLÉGUÉ CFTD SUR LE RÉSEAU ENVIVA

"Pour les familles avec plusieurs enfants, l'addition est trop alourdie, et cette décision touche directement l'équilibre financier des foyers." Consciente de ces problématiques, la vice-présidente d'ACCM Marie-Amélie Ferrand-Cocchia annonce travailler à reporter le début des prélèvements de l'abonnement scolaire en octobre pour la rentrée 2025. "On réfléchit également à faire une tarification dégressive pour les familles nombreuses", propose-t-elle.

## La gratuité, solution miracle ?

À la fin de l'année 2023, quand la nouvelle déléguée de service public auprès de Transdev a été votée en conseil communautaire, entraînant avec elle l'augmentation des tarifs, l'élue d'opposition Nicolas Kou-

kas imaginait une autre voie. Il demande la gratuité totale des transports en commun, en s'appuyant sur l'exemple de Montpellier. "Pour changer les mentalités et inciter les Arlésiens à utiliser les transports publics, c'est une solution très efficace", assure-t-il. "Fausse bonne idée" lui répond Marie-Amélie Ferrand-Cocchia, qui balaise sa proposition d'un revers de main. "À moins d'être une ville extrêmement riche comme Montpellier, qui dispose d'un réseau de mobilités important et d'un impôt versé par les entreprises qui finance ces transports, c'est impossible à mettre en place chez nous, rétorque-t-elle. Le transport gratuit dégraderait le réseau avec moins d'offres, des véhicules moins bien entretenus, et moins de recettes." Face aux arguments économiques, Nico-

"La gratuité est impossible à mettre en place. Ça dégraderait le réseau..."

MARIE-AMÉLIE FERRAND-COCCIA, VICE-PRÉSIDENTE CHARGÉE DES MOBILITÉS À L'ACCM

las Koukas évoque plutôt "un choix politique" de la majorité présidée par Patrick de Carolis à l'ACCM. "L'agglomération a les moyens d'investir, elle pourrait tout à fait définir la gratuité des transports comme une priorité. Ça aurait un coût c'est sûr, mais les solutions financières avaient été budgétées lors de ma campagne municipale en 2020, c'est tout à fait réalisable." Les syndicats avancent, eux, à pas comptés sur cette solution. Si le représentant CFTD d'Enviva Rabah Boukabouss se dit "favorable" à cette mesure, il note que "les retours des autres réseaux évoquent une surfréquentation quand l'offre est gratuite. C'est positif pour les clients, mais on ne veut pas que les conducteurs en pâtissent. Le projet doit être sérieux, accompagné de cadences de travail adaptées au nombre de passagers, sans mettre en danger les chauffeurs qui sont déjà sous pression." À l'heure actuelle, tous les syndicats pointent du doigt des retards quotidiens sur les lignes arlésiennes. À Montpellier, les transports en commun étaient plus fréquentés de 23% au bout de 5 mois de gratuité. La mesure permet également de désengorger en partie les centres-villes des voitures. "Pour l'environnement, c'est sûr que ce serait mieux...", conclut Rabah Boukabouss.

Julien MAUPLAT  
jmauplat@laprovence.com

## LES CHAUFFEURS EN GRÈVE LE 13 NOVEMBRE

### "Nos revendications n'ont pas été entendues"

Il y a deux mois, 75% des chauffeurs arlésiens étaient en grève pour demander de meilleures conditions de travail, et offrir un service à la hauteur de l'augmentation des tarifs. Depuis, c'est le statu quo selon les syndicats.

"Nos acquis sociaux ne font que reculer", soupire Samir Bentayeb, délégué syndical CGT à Transdev quand il évoque ses rapports "de confrontation perpétuelle" avec l'entreprise qui pilote le réseau Enviva. Depuis leur grève du 13 novembre dernier pour demander de meilleures conditions de travail, "rien n'a changé" note ce dernier, toujours contraint de conduire des bus "vétustes", dont certains sont équipés de valideurs de tickets cassés ou régulièrement en panne. "Les décisions

concernant le réseau Enviva sont toujours prises dans les bureaux de Transdev sans aucune concertation avec les syndicats et les chauffeurs sur le terrain", note Rabah Boukabouss, représentant CFTD des conducteurs.

## "La sous-traitance est passée en force"

Autre point de tension entre syndicats et salariés, la sous-traitance des lignes scolaires. "Elle est passée en force", malgré la grève, annonce Samir Bentayeb. Auparavant prises en charge par Transdev Arles, elles sont gérées depuis le début du mois de janvier par Transdev Vaucluse, grâce à une concession de service public. "Nos inquiétudes étaient fondées, regrette Rabah Boukabouss. Tout a été précipité, sans travail en amont ni concertation, et on savait que ça allait poser des problèmes." Le délégué syndical a été averti que depuis deux semaines des enfants n'ont



Samir Bentayeb avait expliqué aux usagers les raisons de la colère des conducteurs, le 13 novembre dernier. / PHOTO VALÉRIE FARINE

pas été récupérés à Raphèle-lès-Arles et Saint-Martin-de-Crau, où les chauffeurs de Transdev Vaucluse ont été affectés. "Il y a encore des réglages à faire, mais je ne jette pas la pierre aux nouveaux chauffeurs, ils ne peuvent pas connaître toutes les spécificités locales en quelques jours."

Concernant les chauffeurs arlésiens écartés des lignes scolaires à leur insu, "grâce à la grève, les conducteurs scolaires ont été redirigés vers les autres lignes du réseau pour pallier l'absentéisme", relève le délégué syndical CGT. Insuffisant pour combler ses inquiétudes : "Quand les chauffeurs absents vont revenir, qu'est-ce que vont devenir ces salariés ? On ne sait pas."

En novembre dernier, lors de la grève des chauffeurs, Transdev s'était engagé à ne licencier aucun salarié concerné par la nouvelle gestion des lignes scolaires du réseau arlésien.

J.M.